Bensoussan : “Le gauchisme culturel se fait l’allié d’une bourgeoisie financière qui prône l’homme sans racines”

07/07/2017 à 13h31

ENTRETIEN – **L’auteur des Territoires perdus de la République (Fayard) et d’Une France soumise (Albin Michel) revisite la campagne présidentielle. Fracture sociale, fracture territoriale, fracture culturelle, désarroi identitaire : pour l’historien, les questions qui nourrissent l’angoisse française ont été laissées de côté.**



En 2002, Georges Bensoussan publiait *Les Territoires perdus de la République*, un recueil de témoignages d’enseignants de banlieue qui faisait apparaître l’antisémitisme, la francophobie et le calvaire des femmes dans les quartiers dits sensibles.«**Un livre qui faisait exploser le mur du déni de la réalité française**», se souvient Alain Finkielkraut, l’un des rares défenseurs de l’ouvrage à l’époque.

Une France soumise, paru cette année, montrait que ces quinze dernières années tout s’était aggravé. L’élection présidentielle devait répondre à ce malaise. Mais, pour Georges Bensoussan, il n’en a rien été. Un voile a été jeté sur les questions qui fâchent. Un symbole de cet aveuglement? Le meurtre de Sarah Halimi, défenestrée durant la campagne aux cris d’«Allah Akbar» sans qu’aucun grand média ne s’en fasse l’écho. Une chape de plomb médiatique, intellectuelle et politique qui, selon l’historien, évoque de plus en plus l’univers du célèbre roman de George Orwell, 1984.

Selon un sondage du JDD paru cette semaine, le recul de l'islam radical est l'attente prioritaire des Français (61 %), loin devant les retraites (43 %), l'école (36 %), l'emploi (36 %) ou le pouvoir d'achat (30 %). D'après une autre étude, 65 % des sondés considèrent qu'«il y a trop d'étrangers en France» et 74 % que l'islam souhaite «imposer son mode de fonctionnement aux autres».

LE FIGARO. — *Des résultats en décalage avec les priorités affichées par le nouveau pouvoir: moralisation de la vie politique, loi travail, construction européenne… Les grands enjeux de notre époque ont- ils été abordés durant la campagne présidentielle?*

Georges BENSOUSSAN. — Une partie du pays a eu le sentiment que la campagne avait été détournée de son sens et accaparée, à dessein, par les «affaires» que l'on sait, la presse étant devenue en la matière moins un contre-pouvoir qu'un anti-pouvoir, selon le mot de Marcel Gauchet. Cette nouvelle force politique pêche par sa représentativité dérisoire, doublée d'un illusoire renouvellement sociologique, quand 75 % des candidats d'En marche appartiennent à la catégorie «cadres et professions intellectuelles supérieures». Le seul véritable renouvellement est générationnel, avec l'arrivée au pouvoir d'une tranche d'âge plus jeune évinçant les derniers tenants du «baby boom».

Pour une «disparue», la lutte de classe se porte bien. Pour autant, elle a rarement été aussi occultée. Car cette victoire, c'est d'abord celle de l'entre-soi d'une bourgeoisie qui ne s'assume pas comme telle et se réfugie dans la posture morale (le fameux chantage au fascisme devenu, comme le dit Christophe Guilluy, une «arme de classe» contre les milieux populaires). Fracture sociale, fracture territoriale, fracture culturelle, désarroi identitaire, les questions qui nourrissent l'angoisse française ont été laissées de côté pour les mêmes raisons que l'antisémitisme, dit «nouveau», demeure indicible.

C’est là qu’il faut voir l’une des causes de la dépression collective du pays, quand la majorité sent son destin confisqué par une oligarchie de naissance, de diplôme et d’argent. Une sorte de haut clergé médiatique, universitaire, technocratique et culturellement hors sol.

Toutefois, le plus frappant demeure à mes yeux la façon dont le gauchisme culturel s’est fait l’allié d’une bourgeoisie financière qui a prôné l’homme sans racines, le nomade réduit à sa fonction de producteur et de consommateur. Un capitalisme financier mondialisé qui a besoin de frontières ouvertes mais dont ni lui ni les siens, toutefois, retranchés dans leur entre-soi, ne vivront les conséquences.

Ce gauchisme culturel est moins l’«idiot utile» de l’islamisme que celui de ce capitalisme déshumanisé qui, en faisant de l’intégration démocratique à la nation un impensé, empêche d’analyser l’affrontement qui agite souterrainement notre société. De surcroît, l’avenir de la nation France n’est pas sans lien à la démographie des mondes voisins quand la machine à assimiler, comme c’est le cas aujourd’hui, fonctionne moins bien.

Dans un autre ordre d’idées, peut-on déconnecter la constante progression du taux d’abstention et l’évolution de notre société vers une forme d’anomie, de repli sur soi et d’individualisme triste? Comme si l’exaltation ressassée du «vivre-ensemble» disait précisément le contraire. Cette évolution, elle non plus, n’est pas sans lien à ce retournement du clivage de classe qui voit une partie de la gauche morale s’engouffrer dans un ethos méprisant à l’endroit des classes populaires, qu’elle relègue dans le domaine de la «beauferie» méchante des «Dupont Lajoie».Certains analystes ont déjà lumineusement montré (je pense à Julliard, Le Goff, Michéa, Guilluy, Bouvet et quelques autres), comment le mouvement social avait été progressivement abandonné par une gauche focalisée sur la transformation des mœurs.

La France que vous décrivez semble au bord de l'explosion. Dès lors, comment expliquez-vous le déni persistant d'une partie des élites?

Par le refus de la guerre qu'on nous fait dès lors que nous avons décidé qu'il n'y avait plus de guerre («Vous n'aurez pas ma haine») en oubliant, selon le mot de Julien Freund, que «c'est l'ennemi qui vous désigne». En privilégiant cette doxa habitée par le souci grégaire du «progrès» et le permanent désir d'«être de gauche», ce souci dont Charles Péguy disait qu'on ne mesurera jamais assez combien il nous a fait commettre de lâchetés.Enfin, en éprouvant, c'est normal, toutes les difficultés du monde à reconnaître qu'on s'est trompé, parfois même tout au long d'une vie. Comment oublier à cet égard les communistes effondrés de 1956?

Quant à ceux qui jouent un rôle actif dans le maquillage de la réalité, ils ont, eux, prioritairement le souci de maintenir une position sociale privilégiée. La perpétuation de la doxa est inséparable de cet ordre social dont ils sont les bénéficiaires et qui leur vaut reconnaissance, considération et avantages matériels.

Le magistère médiatico-universitaire de cette bourgeoisie morale (Jean-Claude Michéa parlait récemment dans la Revue des deux mondes, (avril 2017) d'une «représentation néocoloniale des classes populaires […] par les élites universitaires postmodernes», affadit les joutes intellectuelles. Chacun sait qu'il lui faudra rester dans les limites étroites de la doxa dite de l'«ouverture à l'Autre». De là une censure intérieure qui empêche nos doutes d'affleurer à la conscience et qui relègue les faits derrière les croyances. «Une grande quantité d'intelligence peut être investie dans l'ignorance lorsque le besoin d'illusion est profond», notait jadis l'écrivain américain Saul Bellow.

Avec 16 autres intellectuels, dont Alain Finkielkraut, Jacques Julliard, Elisabeth Badinter, Michel Onfray ou encore Marcel

Gauchet, vous avez signé une tribune pour que la vérité soit dite sur le meurtre de Sarah Halimi. Cette affaire est-elle un symptôme de ce déni que vous dénoncez?

La chape de plomb qui pèse sur l'expression publique détourne le sens des mots pour nous faire entrer dans un univers orwellien où le blanc c'est le noir et la vérité le mensonge. Nous avons signé cette tribune pour tenter de sortir cette affaire du silence qui l'entourait, comme celui qui avait accueilli, en 2002, la publication des Territoires perdus de la République.

C'était il y a quinze ans et vous alertiez déjà sur la montée d'un antisémitisme dit «nouveau»…
Faut-il parler d'un «antisémitisme nouveau»? Je ne le crois pas. Non seulement parce que les premiers signes en avaient été détectés dès la fin des années 1980. Mais plus encore parce qu'il s'agit aussi, et en partie, d'un antijudaïsme d'importation. Que l'on songe simplement au Maghreb, où il constitue un fond culturel ancien et antérieur à l'histoire coloniale. L'anthropologie culturelle permet le décryptage du soubassement symbolique de toute culture, la mise en lumière d'un imaginaire qui sous-tend une représentation du monde.(…)

Justement, le 19 juin dernier, un collectif d'intellectuels a publié dans Le Monde un texte de soutien à Houria Bouteldja, la chef de file des Indigènes de la République.

Que penser de l'évolution sociétale d'une partie des élites françaises quand le même quotidien donne la parole aux détracteurs de Kamel Daoud, aux apologistes d'Houria Bouteldja et offre une tribune à Marwan Muhammad, du Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), qualifié par ailleurs de «porte-parole combatif des musulmans»?

Les universitaires et intellectuels signataires font dans l'indigénisme comme leurs prédécesseurs faisaient jadis dans l'ouvriérisme. Même mimétisme, même renoncement à la raison,

même morgue au secours d'une logorrhée intellectuelle prétentieuse (c'est le parti de l'intelligence, à l'opposé des simplismes et des clichés de la «fachosphère»). Un discours qui fait fi de toute réalité, à l'instar du discours ouvriériste du PCF des années 1950, expliquant posément la «paupérisation de la classe ouvrière». De cette «parole raciste qui revendique l'apartheid», comme l'écrit le Comité laïcité république à propos de Houria Bouteldja, les auteurs de cette tribune en défense parlent sans ciller à son propos de «son attachement au Maghreb […] relié aux Juifs qui y vivaient, dont l'absence désormais créait un vide impossible à combler». Une absence, ajoutent-ils, qui rend l'auteur «inconsolable». Cette forme postcoloniale de la bêtise, entée par la culpabilité compassionnelle, donne raison à George Orwell, qui estimait que les intellectuels étaient ceux qui, demain, offriraient la plus faible résistance au totalitarisme, trop occupés à admirer la force qui les écrasera. Et à préférer leur vision du monde à la réalité qui désenchante. Nous y sommes.

Vous vous êtes retrouvé sur le banc des accusés pour avoir dénoncé l'antisémitisme des banlieues dans l'émission «Répliques» sur France Culture. Il a suffi d'un signalement du CCIF pour que le parquet décide de vous poursuivre cinq mois après les faits. Contre toute attente, SOS-Racisme, la LDH, le Mrap mais aussi la Licra s'étaient associés aux poursuites.

En dépit de la relaxe prononcée le 7 mars dernier, et brillamment prononcée même, le mal est fait: ce procès n'aurait jamais dû se tenir. Car, pour le CCIF, l'objectif est atteint: intimider et faire taire. Après mon affaire, comme après celle de tant d'autres, on peut parier que la volonté de parler ira s'atténuant. A-t-on remarqué d'ailleurs que, depuis l'attentat de Charlie Hebdo, on n'a plus vu une seule caricature du Prophète dans la presse occidentale?

L'islam radical use du droit pour imposer le silence. Cela, on le savait déjà. Mais mon procès a mis en évidence une autre

force d’intimidation, celle de cette «gauche morale» qui voit dans tout contradicteur un ennemi contre lequel aucun procédé ne saurait être jugé indigne. Pas même l’appel au licenciement, comme dans mon cas. Un ordre moral qui traque les mauvaises pensées et les sentiments indignes, qui joue sur la mauvaise conscience et la culpabilité pour clouer au pilori. Et exigera (comme la Licra à mon endroit) repentance et «excuses publiques», à l’instar d’une cérémonie d’exorcisme comme dans une «chasse aux sorcières» du XVIIe siècle.

Comment entendre la disproportion entre l’avalanche de condamnations qui m’a submergé et les mots que j’avais employés au micro de France Culture? J’étais entré de plain-pied, je crois, dans le domaine d’un non-dit massif, celui d’un antisémitisme qui, en filigrane, pose la question de l’intégration et de l’assimilation. Voire, en arrière-plan, celle du rejet de la France. En se montrant incapable de voir le danger qui vise les Juifs, une partie de l’opinion française se refuse à voir le danger qui la menace en propre.

Le Figaro

Merci à **valdorf**